



Rapport Annuel 2013

www.aetech-solutions.com



Table des matieres

1	A nos actionnaires	3
2	Conjoncture economique	6
2 1	Conjoncture internationale	7
2 2	Conjoncture Nationale	8
3	Aperçu sur le secteur de la communication en Tunisie	10
3 1	Internet	11
3 2	Téléphonie	12
3 3	Perspectives	14
4	Activité et resultat de la société	15
4 1	Chiffre d'affaires	16
4 2	Marge brute	18
4 3	Les charges d'exploitation	19
4 4	Résultats	19
4 5	Evolution de l'activité de la société 2009 – 2013	20
4 6	Evénements importants après la clôture de l'exercice	20
4 7	Evolution prévisible et perspectives d'avenir	20
4 8	Activité en matière de recherche et développement	21
4 9	Les changements des méthodes d'élaboration et de présentation des états financiers	21
5	Activité de participation	22
6	Gouvernance	24
6 1	Actionariat	25
6 2	Organes d'administration et de direction	25
6 3	Règles applicables à la nomination et remplacement des membres du Conseil d'Administration	26
6 4	Fonctions des membres du Conseil d'administration	26
6 5	Rôles des comités spéciaux	26
6 6	Contrôle Interne	27
6 7	Affectation des résultats	27
7 1	Contrôle des comptes	28
8	Politique de Ressources humaines	30
8 1	Ressources humaines	31
8 2	Effectif	31
8 3	Politique d'intéressement	31
8 4	Politique de formation	32
9	Titre en Bourse	33



A NOS
ACTIONNAIRES



Chers actionnaires,

A l'occasion de notre Assemblée Générale Ordinaire, je tiens à vous présenter un résumé des principaux efforts déployés en 2013, à vous informer de nos objectifs pour 2014 et à aborder certains points inscrits à l'ordre du jour

Alors que l'année 2013 a été une année difficile pour l'économie nationale, avec de nombreux défis à relever nous avons pris des mesures afin de réaliser de bonnes performances dans l'année de notre introduction en Bourse et, surtout, pour préparer la société au mieux aux évolutions qui changeront durablement l'environnement de notre secteur

Le marché tunisien des systèmes de communications et informatiques a connu des mutations profondes en 2013. Les investissements du secteur public, qui sont la locomotive de ceux privés, ont stagné en raison d'une conjoncture économique morose et du changement des priorités de l'État vers la gestion des affaires courantes. Les grands projets qui auraient dû être initiés au cours de l'année, selon les appels d'offres lancés, n'ont même pas été accordés, portant ainsi préjudice à l'activité des sociétés opérant dans le secteur, comme AeTECH. Devenu étroit, le marché a connu une forte concurrence qui a eu un impact négatif sur les marges dégagées sur les différents projets entrepris.

En dépit de ces facteurs et grâce à son savoir-faire et son expertise, votre société est parvenue à limiter les effets de cette conjoncture. Elle a pu compenser la baisse du chiffre d'affaires de la branche Solutions par les revenus de la Distribution. En effet, le renforcement de la force de vente, l'augmentation de la couverture géographique et l'ennichissement de la gamme des produits distribués par AeTECH ont permis d'atteindre les chiffres planifiés dans le business plan.

En parallèle, votre société a continué sa démarche visant à offrir à ses clients une offre globale en nouant de nouveaux partenariats avec des sociétés de renommée internationale. L'offre Entreprise d'AeTECH est aujourd'hui plus complète au niveau de la partie Data, Mobile et Voix IP. Dans ce cadre, un partenariat avec HYTERA Mobilfunk GmbH (Rohde et Schwarz PMR GmbH) a été signé, permettant à votre société d'offrir des solutions radio aussi bien pour le secteur privé que public.

Par ailleurs, AeTECH vise aujourd'hui le continent africain, avec l'ouverture imminente d'un bureau de représentation à Abidjan. Votre société a été également référencée par la société algérienne SONATRACH (la plus grande entreprise pétrolière africaine), et peut dorénavant participer à tous ses appels d'offres.



Toutes ces réalisations ne font que conforter votre société dans sa démarche, visant le renforcement de sa position sur le marché et la mise en place des conditions favorables à une entreprise moderne, au service de sa clientèle innovante et pérenne et ce en menant à bout tous les chantiers qu'elle a entrepris

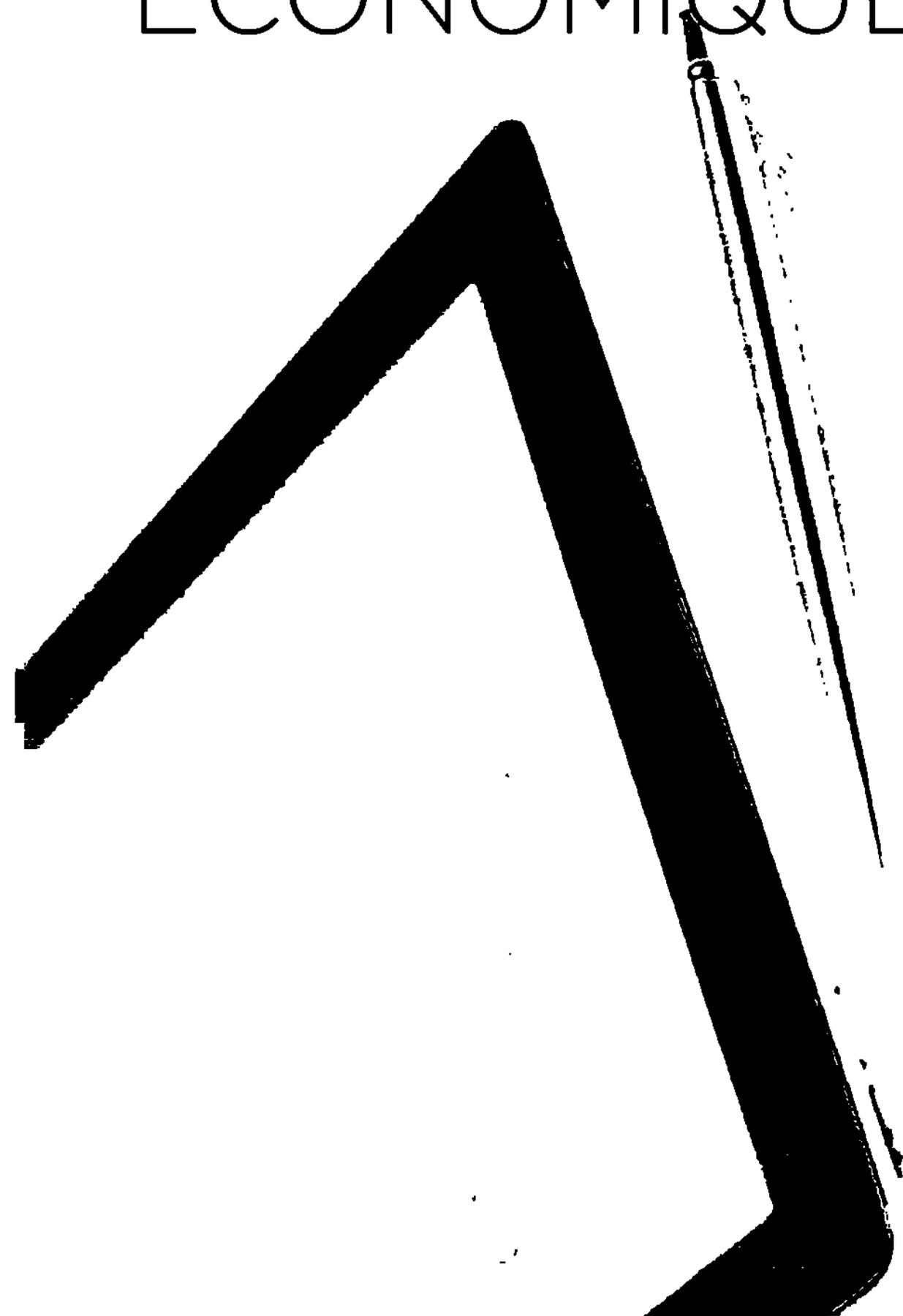
D'autre part 2013 a été marquée par d'importantes avancées en matière de gouvernance avec l'élection d'un représentant des actionnaires individuels dans notre Conseil d'administration, et ce en respect à notre engagement lors de l'introduction de la société en Bourse

Nous entamons 2014 avec beaucoup de confiance quant à l'atteinte de nos objectifs traces. Nous gardons un œil sur le cours du titre qui, à notre sens, ne traduit pas la vraie valeur de votre société. C'est pourquoi nous avons signé un contrat de couverture avec le premier bureau de recherche indépendante de la zone MENA AlphaMena. Cela permettrait d'émettre un avis indépendant sur la valeur d'AeETCH et de le publier en permanence sur les principaux diffuseurs de recommandations dans le monde (Bloomberg, STARMINE, Thomson Reuters, FACTSET et Capital IQ), de quoi attirer de nouveaux investisseurs à notre titre.

Nous tenons à remercier nos actionnaires et nos clients pour la confiance qu'ils accordent à AeTECH, et tout particulièrement aussi à nos collaborateurs et employés pour leur contribution au succès de nos activités.

Zoubeir CHAIEB

CONJONCTURE ECONOMIQUE



2.1 Conjoncture internationale

Après une année 2012 sous le signe des politiques d'austérité, la plupart des pays ont tenté de mettre en place de nouvelles politiques économiques qui leur ont permis de remonter la pente en 2013. La croissance économique mondiale était de l'ordre de 2,9% en 2013 et laisse présager une croissance d'autant plus importante en 2014 et 2015 de 3,7% et 3,9% respectivement selon le Fonds Monétaire International.

Le marché des matières premières a connu des changements majeurs. L'arrivée des modes d'extraction et la demande soutenue des économies émergentes ont profondément changé le marché mondial du pétrole. En 2013, la consommation totale de pétrole par les pays hors OCDE a presque dépassé celle des pays membres, et ce pour la première fois. En ce qui concerne l'offre, d'importantes perturbations ont affecté la production de plusieurs pays clés de l'OPEP. Mais, l'exploitation du pétrole de schiste a permis à l'Amérique du Nord de contribuer majoritairement à la croissance de la production d'hydrocarbures et à la stabilisation des prix mondiaux du pétrole brut en 2013. Le Brent s'est stabilisé en moyenne à 109 dollars. Les produits agricoles ont poursuivi leur tendance baissière en 2013, notamment les céréales. Les métaux de base se sont également affaiblis, impactés par des perspectives moins prometteuses pour l'économie chinoise.

Aux États-Unis, la croissance a enregistré une évolution positive par rapport à 2012. Le PIB a augmenté de 1,9% en 2013 vs 2,8% en 2012. La hausse des impôts et les coupes budgétaires prises au début de l'année 2013 et qui visaient à éviter la falaise budgétaire ont lourdement pesé sur l'investissement public et la consommation privée. Mais le bon rendement des marchés financiers et la bonne prestation de l'immobilier ont donné un coup de pouce pour la consommation. Le déficit fédéral s'est fortement réduit lors de l'exercice budgétaire 2013, passant à -4,1% du PIB vs -6,7% en 2012.

Au Japon, l'année a été sous le signe de la lutte contre la déflation, via une politique budgétaire expansionniste qui vise à doubler la masse monétaire vers la fin de l'année 2015. Des mesures de soutien à l'économie à court terme ont été prises et des réformes structurelles ont été adoptées, notamment pour le marché de travail, l'agriculture et la santé. Ces mesures se sont soldées par une croissance du PIB de 1,5% en 2013. Le taux de chômage a gagné 0,6% pour s'établir à 3,7% fin 2013. Le déficit commercial s'est creusé à -2,4% du PIB dans un contexte de faible demande extérieure.

Pour les pays de la Zone Euro, la croissance a été négative de -0,4%. Seules la France, l'Allemagne et les Pays-Bas ont pu échapper à cette tendance. La production industrielle a baissé de 0,8%. L'investissement et la consommation ont eu également des diminutions respectives de -2,8% et -0,5%. L'inflation a été maîtrisée avec une hausse de l'indice des prix de 1,4% vs 2,5% en 2012. Cet environnement déflationniste trouve ses origines dans l'appréciation de l'Euro qui a renforcé l'abaissement des produits importés.

Les pays émergents ont également connu une année 2013 difficile, avec une croissance ralentie à 4,7% en moyenne. Essentiellement exportatrices, les économies de ces pays ont souffert d'une faible demande extérieure. La stabilisation des cours des matières premières et de l'énergie les ont privés d'un important soutien à leur croissance, notamment la Russie, le Brésil et quelques pays de l'Asie Sud-Est. Les déséquilibres structurels dont souffrent ces pays se sont ainsi accentués. L'annonce de la Réserve fédérale américaine de la diminution de ses achats d'actifs à cause de fortes turbulences financières sur les marchés conduisant à des conditions de financement plus difficiles.

Pour la Zone MENA, les pays importateurs de pétrole ont enregistré une croissance insuffisante pour permettre une baisse conséquente du taux de chômage. La plupart des pays souffrent d'un manque des investissements publics et de déséquilibres des finances publiques. Par contre, dans les pays du CCG, la croissance reste robuste grâce à des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes.

Pour l'Afrique la croissance 2013 était de 4,0%. En Afrique australe la croissance s'est établie à 3,6% tirant profit de la croissance de l'Afrique du Sud, de la stabilité du marché du travail, de l'augmentation des investissements et de la hausse de la production minière. En Afrique de l'Est, la croissance a atteint 6,0% en 2013. La croissance en Afrique de l'Ouest est de 6,7% grâce à la poursuite des investissements dans le secteur pétrolier et minier.

2.2 Conjoncture Nationale

Au cours de l'année 2013, la croissance de l'activité économique nationale s'est limitée à 2,6% contre 3,6% en 2012 sous l'effet de la baisse de la production agricole et du ralentissement de l'activité dans le secteur des services, notamment le tourisme, et ce malgré l'évolution enregistrée dans les industries manufacturières. Parallèlement, le taux de chômage global a baissé à 15,3%. Ces chiffres restent modestes mais globalement bons si nous tenons compte de la série d'assassinats politiques additionnée à des affrontements armés avec des groupes terroristes. Ces événements ont accentué la situation économique alors difficile et ont mené le pays vers une crise politique profonde caractérisée par une vague de protestations et manifestations. Cette situation a encore été aggravée suite à l'abaissement de la notation souveraine du pays par les principales agences de notation en réponse à de mauvais résultats macroéconomiques le classant désormais dans la catégorie spéculative.

Le secteur de l'agriculture et de la pêche est très corrélé avec les conditions climatiques. La campagne écoulée n'a été que de 13 millions de quintaux, en baisse de 42,7% par rapport à 2012. En matière de l'élevage, la filière laitière a enregistré en 2013 des résultats positifs sur le plan de la production et de la collecte du lait. De même, la production de viandes rouges a enregistré une reprise de 2,4% contre 1,7% en 2012. En revanche, pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture, la production a baissé de 4,6%.

La balance alimentaire avec l'étranger a clôturé l'année 2013 avec un creusement de son déficit de 2,6% pour se situer à 1 113,6 MTND et ce, malgré l'accroissement des exportations à un rythme plus rapide que celui des importations. De son côté, le taux de couverture des importations par les exportations a augmenté de 3,1% pour s'élever à 68,6% en 2013. Pour l'activité industrielle, l'indice général de la production industrielle a augmenté de 2,4%. Cette évolution a touché aussi bien les industries manufacturières que les industries non manufacturières. L'accroissement de la production des industries manufacturières a concerné les industries du textile, habillement, cuirs et chaussures (+4%), les industries des matériaux de construction, de la céramique et du verre (+1,3%) et les industries chimiques (+23,6%). En revanche, la production s'est inscrite en baisse dans les autres secteurs manufacturiers, notamment les industries mécaniques et électriques (-0,2%). Quant à la progression de la production des industries non manufacturières, elle est imputable à la forte reprise de la production minière (+80,8%), alors que la production énergétique a accusé un fléchissement (-1,4%).

Au niveau des échanges commerciaux avec l'étranger, les exportations des industries manufacturières hors agro-alimentaires se sont accrues en 2013 à un rythme plus rapide que celui de l'année précédente, soit 6,8% contre 1,8%. Ceci a concerné, notamment, les exportations des industries mécaniques et électriques (6,7% contre 4,7% en 2012) et celles du textile et habillement (6,1% contre -7,9%).

Quant aux exportations du secteur énergétique, elles ont enregistré un recul de 5,4% contre une progression de 21,9% en 2012, en raison surtout de la baisse des quantités exportées de pétrole brut. De leur côté, les importations ont connu une hausse de 5,8% contre 33,4%, ce qui a entraîné une aggravation du déficit énergétique de 31,5% pour atteindre 2 569 MDT et un fléchissement du taux de couverture des importations par les exportations de 7,4 points de pourcentage pour se situer à 62,1% en 2013.



En matière de tourisme, les entrées de touristes étrangers se sont inscrites en hausse (+5,3% en glissement annuel), mais le nombre de nuitées a accusé un repli de 0,2%. Les recettes touristiques ont augmenté de 1,7% à 3,229 MdsTND.

En ce qui concerne les prix et leur évolution, l'année 2013 a été marquée par le retour des tensions inflationnistes, ce qui a porté le taux d'inflation à 6,1% contre 5,6% un an plus tôt. Un des principaux moteurs de cette hausse est bien évidemment la hausse des prix des produits alimentaires. L'inflation de base (hors produits encadrés et frais) a aussi enregistré une courbe similaire (6,4% en 2013 contre 5,4% en 2012).

Au niveau du secteur extérieur, une poursuite des pressions sur la balance des paiements a été signalée avec un déficit courant à hauteur de 8,3% du PIB (contre 8,2% en 2012). Par ailleurs, le déficit commercial a enregistré une hausse de 1,5% d'une année à l'autre en dépit du ralentissement du rythme des échanges commerciaux avec l'extérieur. Par conséquent, les avoirs nets en devises ont été de l'ordre de 11 602 MD, soit 106 jours d'importation, contre 12 576 MD, soit 119 jours d'importation en 2012. Ces avoirs ont atteint 11 230 MD, soit 102 jours d'importation le 28 janvier 2014.

Sur le plan monétaire, une relative détente de la situation de la liquidité bancaire enregistrée au cours de l'année 2013 par rapport à 2012. Le maintien des besoins en liquidité des banques à un niveau élevé a été traduit par la hausse du taux d'intérêt moyen sur le marché monétaire pour s'élever à 4,59% en 2013 contre 3,75% un an plus tôt. Un ralentissement du rythme d'évolution de l'encours des dépôts a été enregistré en 2013 (7,8% contre 10,7% en 2012), essentiellement dû à une décélération de l'encours des dépôts à vue et des comptes d'épargne. D'un autre côté, les concours à l'économie ont évolué à un moindre rythme comparativement à l'année qui précède (6,8% contre 8,8%).

En ce qui concerne l'évolution du taux de change, un repli de 9,7% et de 5,8% a été enregistré du Dinar Tunisien vis-à-vis de l'Euro et du Dollar Américain respectivement par rapport à la fin de l'année 2012. Ainsi, sur le marché des changes interbancaire, la valeur du Dinar a atteint des niveaux minimum de 1 6830 contre le Dollar et de 2 3024 contre l'Euro.



APERÇU SUR LE SECTEUR DE LA COMMUNICATION EN TUNISIE



Le secteur des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC), dans lequel opère AeTECH, est l'un des domaines les plus dynamiques en Tunisie. Le pays a pu développer, au cours des deux dernières décennies, une infrastructure de bonne qualité. Ainsi, le réseau de télécommunication a été doté de commutateurs multifonctions à haut débit, et des passerelles internationales de liaisons sous-marines et spatiales numériques. Le secteur des TIC a toujours, enregistré une progression notable au niveau de la valeur ajoutée de 10,1% en 2013. Le secteur continue à être parmi les rares à avoir un taux de couverture des importations par les exportations supérieur à 100%. La part du secteur dans le PIB nominal s'est améliorée atteignant 5,1%. D'ailleurs, les filières des technologies de l'information et de la communication ont connu une progression importante du nombre d'étudiants inscrits qui s'est situé à plus de 50 000 au cours de l'année universitaire 2012-2013.

Néanmoins, et depuis la révolution, une régression des investissements publics a été constatée en raison de l'orientation de la majorité du budget vers les dépenses courantes. En témoignage de ce repli et selon les chiffres du rapport « The Global Information Technology Report 2014 » publié par le Forum Économique de Davos sur les Technologies de la Communication, la Tunisie occupe toujours la première place en Afrique du Nord, mais elle est passée de la 39^{ème} place en 2010 à la 87^{ème} place en 2013 sur l'échelle internationale.

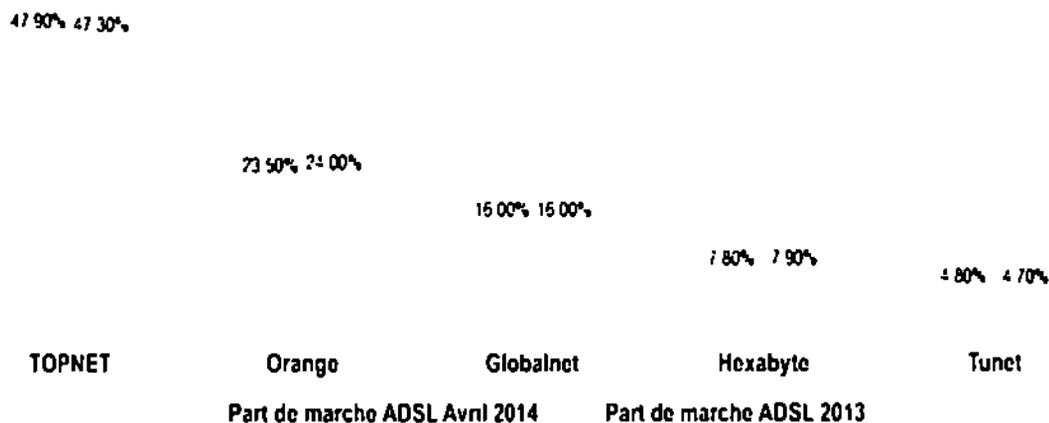
3.1 Internet

Grâce à cette infrastructure, près de 99% du pays est couvert par le réseau Internet, avec une bande passante qui a atteint 92,5 Gb/s en octobre 2013. La bande passante moyenne pour chaque utilisateur est, ainsi, passée de 21 KB/s en 2012 à 23,5 KB/s en septembre 2013. Le nombre d'abonnés Internet a atteint, fin 2013, 1 391 263 abonnés contre 1 114 397 fin 2012.

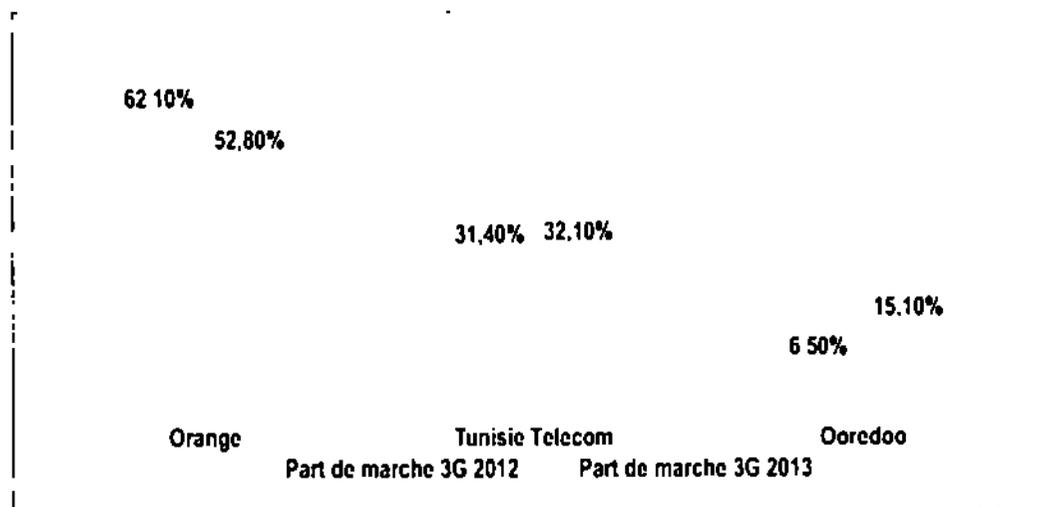
Mode de connexion	Nombre d'abonnés
3G	846372
ADSL	507379
Autres Technologies	37512

Source : Instance Nationale des Télécommunications

Le marché reste très concurrentiel avec la dominance de TOPNET (appartenant à l'opérateur Tunisie Telecom) au niveau des abonnements ADSL et celle d'Orange au niveau de la connexion à travers le 3G.



Source : Instance Nationale des Télécommunications



Source Instance Nationales des Telecommunications

L'entree de la 3G a dope les chiffres puisque la plus grande croissance a ete enregistree par ce mode d'accès a internet avec un 846 372 internaute fin 2013, soit 60,8% du parc total des abonnements. Ce type d'accès a internet a permis de contourner les difficultes liees aux coûts d'acquisition des micro-ordinateurs et d'abonnements à l'ADSL, et l'inadequation des offres Internet a une large tranche de la population.

Le nombre d'abonnés aux clés 3G a significativement progresse depuis pour s'établir à 955 263 fin avril 2014. Le nombre d'abonnés qui bénéficient d'une connexion haut débit a atteint 518 832 en 2013 contre 512 390 une année auparavant.

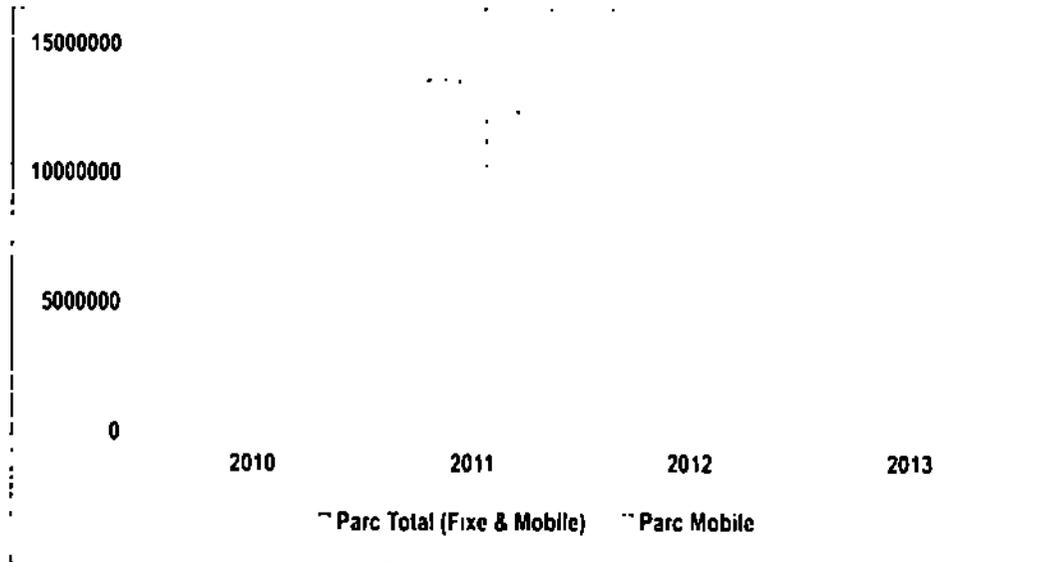
	Nombre d'abonnés Offre 3G - Avril 2013	Nombre d'abonnés Clé 3G - Avril 2014
Orange	1098616	480900
Ooredoo	753174	310824
Tunisie Telecom	88921	163539

Source Instance Nationales des Télécommunications

Mais en dépit de ces avancées, le niveau de développement du marché tunisien d'Internet reste toujours en dessous de ses potentialités. Une analyse de situations similaires dans différents pays montre que, dans ces économies à PIB comparable, la pénétration Internet est beaucoup plus importante. Le taux de pénétration de l'Internet est à 30,0% en décembre 2013 et 31,4% en avril 2014. Par type de connexion, l'Internet fixe présente toujours un taux de pénétration faible à 5,1% en avril 2014, stable par rapport à 2013, alors qu'il est à 26,4% pour l'Internet mobile (contre 24,1% fin 2013). Ce taux est appelé à s'améliorer sensiblement avec le nouveau câble sous-marin DIDON reliant la Tunisie à l'Italie, appartenant aux opérateurs Ooredoo et Orange, qui permettra une plus grande différenciation au niveau des offres grand public.

3.2 Téléphonie

La couverture de la Tunisie par le réseau de téléphonie mobile a touché des niveaux record avec 12 712 300 lignes téléphoniques fin 2013. La densité par 100 habitants, a dépassé le seuil de 100% depuis 2009 pour s'établir à 116,1% fin 2013. Ce taux a perdu 100 points de base durant les trois premiers mois 2014 à 115,1% en mars 2014. En tenant compte de la téléphonie fixe, la densité est de 125,4%, en baisse par rapport à 2012 (128,7%).

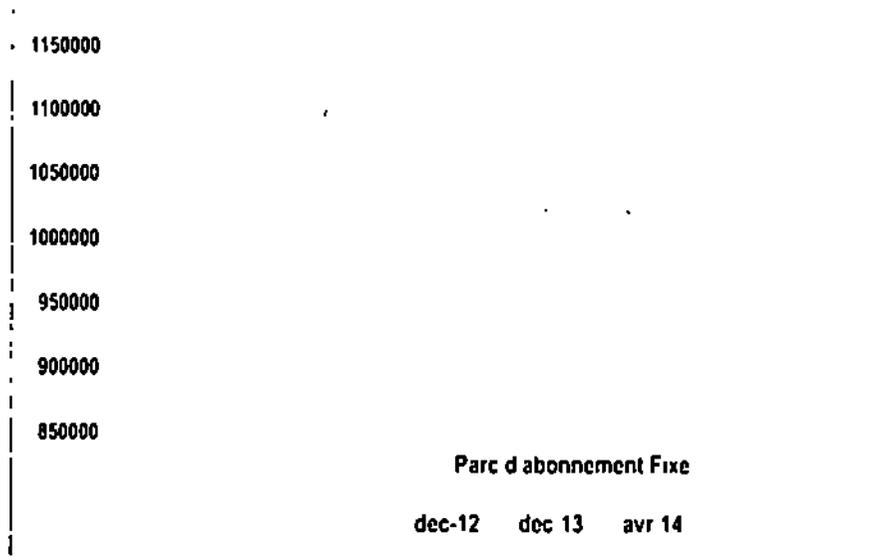


Source : Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et des Technologies de l'Information et des Télécommunications

Par opérateur, Ooredoo domine avec une part de marché de 52,7% (6 698 892 lignes) devant Tunisie Telecom (4 356 460 lignes, soit une part de marché de 34,3%) et Orange (1 656 923 lignes, soit une part de marché de 13,0%)

Pour le début d'année 2014, le parc d'abonnements téléphonie mobile a enregistré une baisse de 0,6% à 12 634 643 lignes. Les parts de marché d'Ooredoo et Orange ont progressé à 53,1% et 14,0% respectivement, contre la baisse de celle de Tunisie Telecom à 32,9%.

Le parc d'abonnements de la téléphonie fixe s'est inscrit dans une tendance baissière en 2013 et au début de l'année 2014. Le nombre d'abonnés est passé de 1 098 893 fin 2012 à 1 021 979 une année plus tard et à 964 788 en avril 2014.



Source : Instance Nationale des Télécommunications



Le marché reste dominé par l'opérateur Tunisie Télécom qui s'accapare 94% du marché en décembre 2013. Orange et Ooredoo ne parviennent pas à concurrencer l'opérateur historique et comptent sur les offres combinées (fixe, mobile et internet) pour augmenter leurs parts de marché.

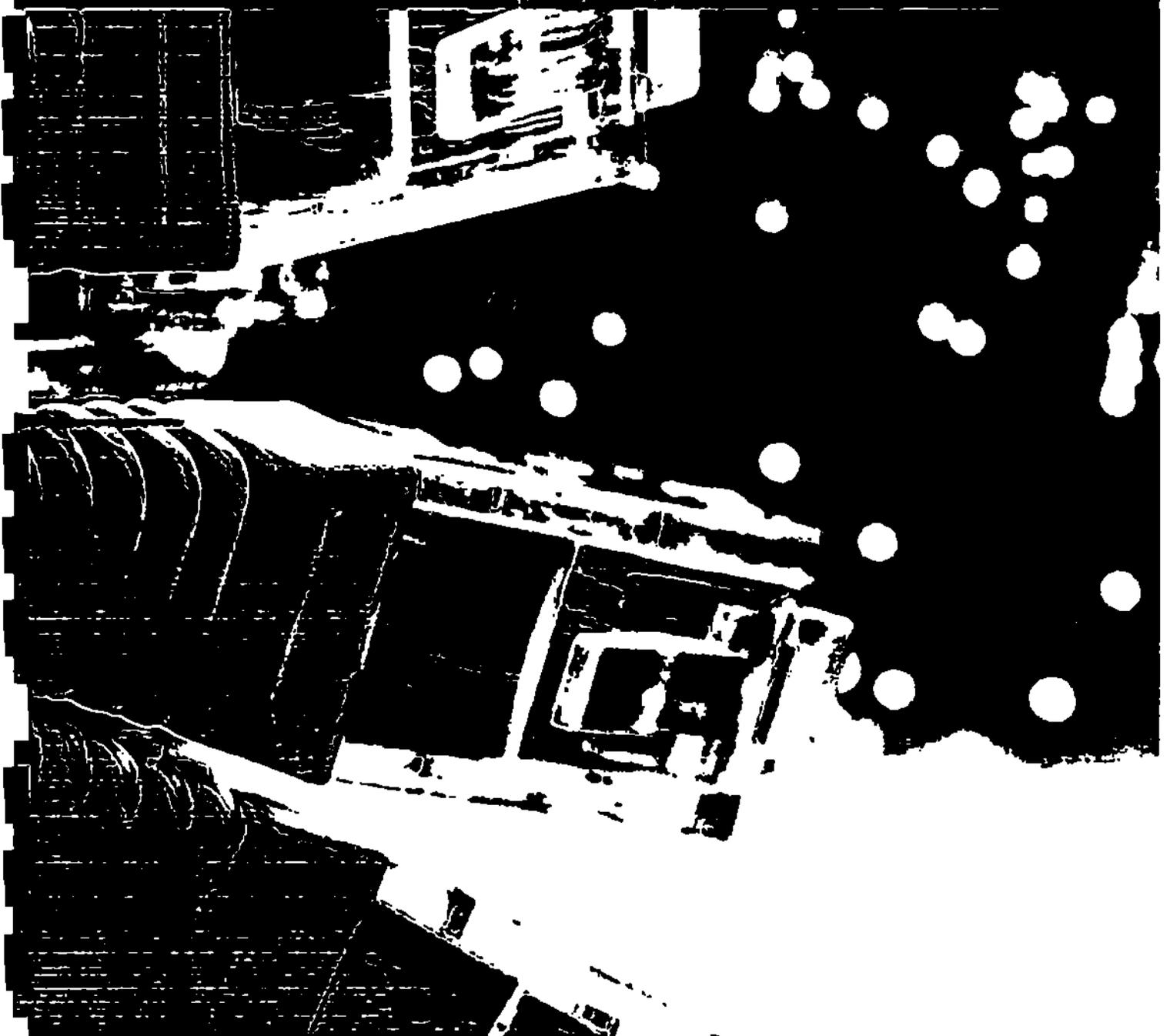
	2012	2013
Tunisie Télécom	1047000	961000
Orange	52000	61000
Ooredoo	0	60

Source : Instance Nationale des Télécommunications

3.3 Perspectives

Le secteur des TIC possède l'un des meilleurs potentiels en Tunisie. Il est au cœur de toute politique de développement. Ainsi, il y a eu le lancement du projet « Tunisie intelligente » qui vise à hisser le pays au rang de destination attractive dans le domaine de l'externalisation des services. Une enveloppe de 1 400 MdTND sur 5 ans sera consacrée à ce projet créant 50 000 emplois. Cela passera par la consolidation de l'infrastructure de base du pays à travers l'élargissement de la couverture Internet haut débit aux différents gouvernorats intérieurs de sorte à réduire la fracture numérique entre les régions. Cela permettra d'évoluer vers la généralisation de l'usage des TIC dans les cursus éducatifs et vers l'e-Administration.

ACTIVITE ET RESULTAT DE LA SOCIETE

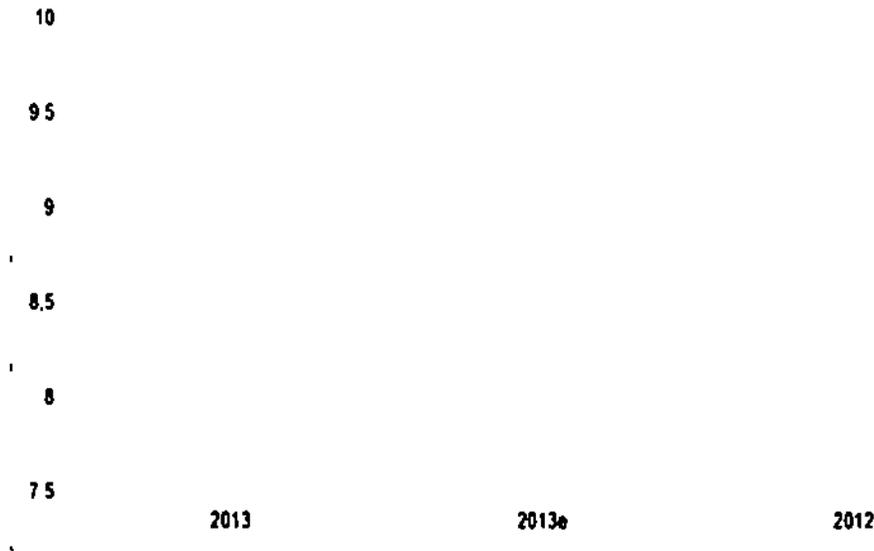




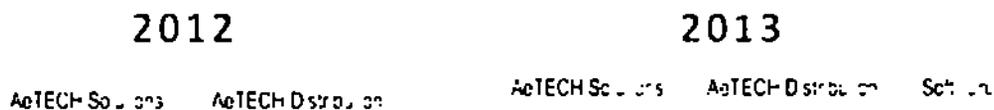
4.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2013 s'est établi à 9,156 MTND vs 8,550 MTND en 2012 enregistrant ainsi une hausse de 7,0%. Bien que cette progression soit en dessous des attentes, elle peut être considérée comme une performance en raison du retard constaté dans la réalisation de plusieurs grands projets d'investissement initiés par l'Etat en raison d'une conjoncture économique morose durant l'année précédente.

Chiffre d'affaires 2013-2012



Par branche d'activité, le chiffre d'affaires est réparti comme suit :

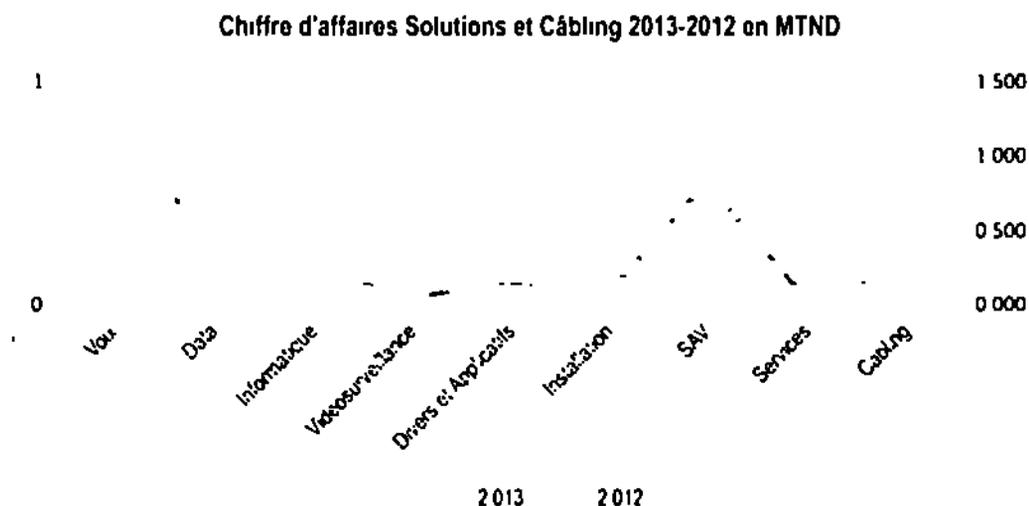


L'activité Solutions a contribué à hauteur de 25,5% du chiffre d'affaires global contre 37,3% en 2012.

Ce recul a profité à l'activité Distribution qui a vu sa part passer de 62,6% en 2012 à 73,7% en 2013. L'exercice 2013 a connu le lancement de l'activité Business Intelligence dont la contribution aux revenus reste faible pour le moment. Sa part est appelée à augmenter significativement à partir de l'exercice 2014.

4 1 1 Chiffre d'affaires Solutions

L'activité Solutions représente 25,5% du chiffre d'affaires global de la société et son évolution durant l'année 2013 se présente comme suit



Le chiffre d'affaires Solutions a été impacté par la baisse des revenus des segments Voix, Data et SAV

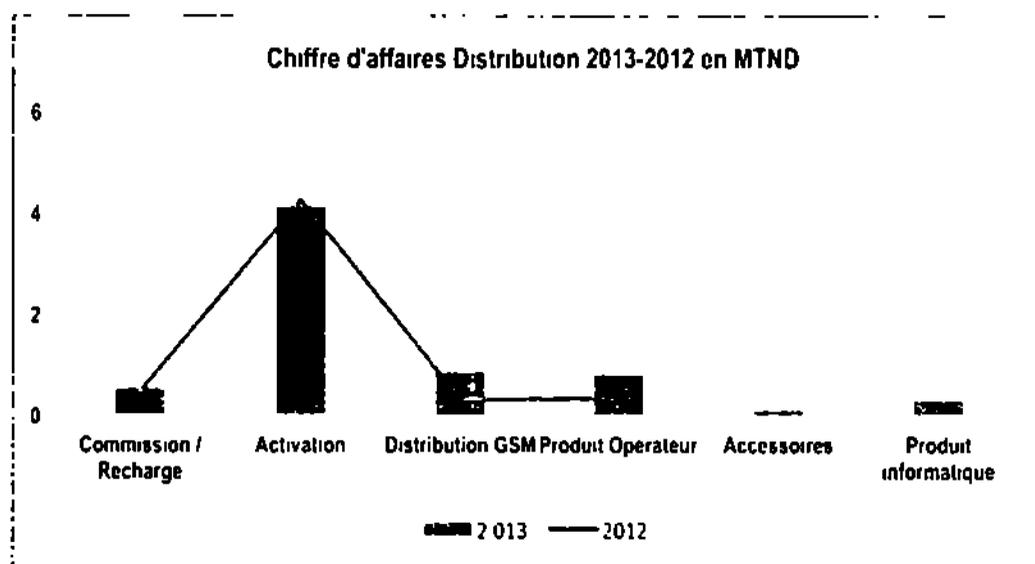
Pour l'activité Voix, le chiffre d'affaires a reculé de 68,4% à 0,440 MTND puisque les revenus de l'exercice 2012 comportaient ceux relatifs à un marché important signé avec le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales (0,788 MTND)

En ce qui concerne le segment Data, la baisse du chiffre d'affaires de 85,9% n'est pas due à un fléchissement de l'activité, mais plutôt à un décalage dans la facturation d'un marché pour le compte du Ministère de l'Enseignement Supérieur (0,290 MTND) qui sera récupéré en 2014

Pour la partie SAV, dont les revenus ont reculé de 80% par rapport à l'exercice 2012, la modification du traitement comptable des contrats de maintenance, en les répartissant sur toute la période de l'engagement au lieu de les intégrer en totalité, est à l'origine de cette baisse

4 1 2 Chiffre d'affaires Distribution

L'évolution du chiffre d'affaires Distribution par produit au cours de l'année 2013 se présente comme suit



La baisse du chiffre d'affaires de l'activité Solution a été plus que compensée par les bonnes performances de la branche Distribution

Bien que les commissions d'activation qui représentent 61,1% des revenus aient accusé un léger recul de 2,8% à 4.130 MTND, sous le poids de la baisse des marges accordées par l'opérateur Ooredoo (ex TUNISIANA), le chiffre d'affaires total de la branche a progressé de 26,0% à 6.753 MTND. La surperformance des ventes de GSM (+179,8% à 0.862 MTND) et des produits opérateur (+138,1% à 0.812 MTND) ont sauvé les réalisations de l'année. L'enrichissement de la gamme de produits vendus par des accessoires informatiques a crainé 0.389 MTND de chiffre d'affaires supplémentaire par rapport à l'exercice 2012.

4.2 Marge brute

La marge brute a évolué comme suit

(MTND)	2013	2012
Revenus d'exploitation	9,156	8,851
Total des achats consommés	5,820	4,999
Marge brute	3,340	3,564
Taux de marge brute	36,50%	41,60%

La marge brute a perdu de 5,1 points de pourcentage par rapport à 2012 pour s'établir à 36,5%. Cette baisse s'explique essentiellement par

- La dépréciation du dinar par rapport à l'Euro et au Dollar
- La réduction des marges de l'activité Solution sous le poids d'une concurrence de plus en plus rude dans un marché étroit en l'absence d'investissements significatifs.
- La révision à la baisse des marges du segment activation par l'opérateur Ooredoo face à la saturation du marché tunisien



4.3 Les charges d'exploitation

CHARGES D'EXPLOITATION 2013-2012

Autres charges d'exploitation

Dotations aux Amortissements et aux Provisions

Charges de personnel

Achats consommés

0 1 2 3 4 5 6 7
2012 2013

Les charges d'exploitation se sont établies à 9 798 MTND fin 2013 contre 9,128 MTND en 2012, soit une aggravation de 20,5%. Cette hausse provient de celle des achats consommés qui sont passés de 4 998 MTND en 2012 à 5 819 MTND une année plus tard.

Ce compte se détaille comme suit

En MTND	2013	2012
Achats de marchandises	1,257	1 651
Commission PDV	2 682	2 490
Achats AeTECH Distribution	2,176	0 643
Fournitures, achats non stockés	0 031	0 036
Outils et autres consommables	0 016	5 620
Variation des stocks	-0 372	0 170
Achats AeTECH Business Intelligence	0 027	0

L'essentiel de la hausse des charges provient des achats d'AeTECH Distribution qui ont plus que doublé en 2013. Cela s'explique par le développement de l'activité qui a exigé la constitution d'un stock considérable de marchandises, notamment les GSM, les produits et les accessoires informatiques.

4.4 Résultats

Le résultat de l'exploitation de l'exercice 2013 est négatif (-0,639 MTND), impacté par la constitution d'une provision de 0 538 MTND, couvrant une grande partie de la notification fiscale reçue par la société au cours de l'année 2013. La société s'est opposée à cette notification. Ainsi, hors cette provision exceptionnelle, les pertes au niveau du résultat d'exploitation sont limitées à -0,101 MTND. Le résultat net de 2013 s'est établi à -0 984 MTND.

En MTND	2 013	2012
Resultat d'exploitation	-0 639	0,433
Resultat net	-0,984	0 109
Taux de marge nette	10,7%	1,2%

4 5 Evolution de l'activite de la societe 2009 – 2013

Sur les cinq dernières années, AeTECH n'a enregistré de pertes qu'en 2013. Cependant, son chiffre d'affaires a atteint un record en 2013. Les ventes de la société depuis 2009 s'élèvent à 41,685 MTND, créant une valeur ajoutée totale de 12 794 MTND.

Les fonds propres d'AeTECH sont passés de 1 667 MTND en 2009 à 4 442 MTND en 2013. Le total actif de la société a augmenté de 59,5% entre 2009 et 2013, passant de 7.817 MTND à 12.464 MTND.

(en MTND)	2013	2012	2 011	2 010	2009
Chiffre d'affaires	9,156	8,550	8,438	8 272	8 267
Valeur Ajoutée Brute	2,137	2,534	2,869	2,965	2 287
Resultat net de l'Exercice	-0,984	0,109	0,156	0 075	0 492
Capitaux propres	4 442	1 927	1,899	1,743	1 667
Total Bilan	12,464	7 947	7 505	6,292	7 814
Capacité d'Autofinancement	-0,069	0 431	0,796	0,862	0,728

4 6 Evenements importants apres la cloture de l'exercice

AeTECH a signé un partenariat avec HYTERA Mobilfunk GmbH (RohdeetSchwarzPMR GmbH) permettant à AeTECH d'offrir des solutions radio aussi bien pour le secteur privé que public.

Par ailleurs, AeTECH a finalisé l'exécution d'une solution pour un grand groupe bancaire de la place permettant de réaliser un revenu de près de 1 000 MTND qui seront intégrés dans les chiffres du deuxième trimestre 2014.

4 7 Evolution previsible et perspectives d'avenir

Durant les trois prochaines années, AeTECH compte réaliser un chiffre d'affaires moyen de 12,830 MTND. La contribution de la branche Solutions devrait augmenter dès 2014 à un rythme plus élevé que celui de l'activité Distribution.

Les charges d'exploitation seraient maintenues davantage avec 89,7% du chiffre d'affaires 2016 vs 94,7 prévus en 2014.

Le taux de marge brute s'établirait à 42% en 2016 contre 39% en 2014. Le résultat d'exploitation retrouverait le territoire positif dès 2014 et dépasserait le seuil de 1 000 MTND en 2015.



En MTND	2012	2013	2014
Chiffres d'affaires	11,445	12 963	14 082
Chiffres d'affaires Solutions	5,159	6,270	6 896
Chiffre d'affaires Distribution	5,963	6,193	6 482
Chiffre d'affaires Business Intelligence	0,350	0,500	0,704
Charges d'exploitation	10,839	11,789	12 641
Resultat d'exploitation	0,606	1 174	1 441
Marge Brute	4,481	5 307	5,850
Taux de marge brute	39%	41%	42%

4 8 Activite en matiere de recherche et developpement

AeTECH continuera ses travaux de recherche et développement en élargissant le spectre de ses prospections et en nouant des partenariats stratégiques capables de compléter sa gamme de produits et de services. Le marché tunisien reprendra ses couleurs dès la deuxième moitié de l'année 2014, avec la reprise de plusieurs chantiers importants ajournés depuis la Révolution, ce qui exige d'AeTECH un travail continu tout au long de l'année.

Par ailleurs, AeTECH compte s'attaquer aux marchés africains avec l'ouverture imminente d'un bureau de représentation à Abidjan. La société a été également référencée par la société algérienne SONATRACH (la plus grande entreprise pétrolière africaine), et peut dorénavant participer à tous ses appels d'offres.

4 9 Les changements des méthodes d'élaboration et de présentation des états financiers

Aucun changement n'a été enregistré au niveau de l'élaboration et de présentation des états financiers de la société AeTECH.

ACTIVITE DE PARTICIPATION



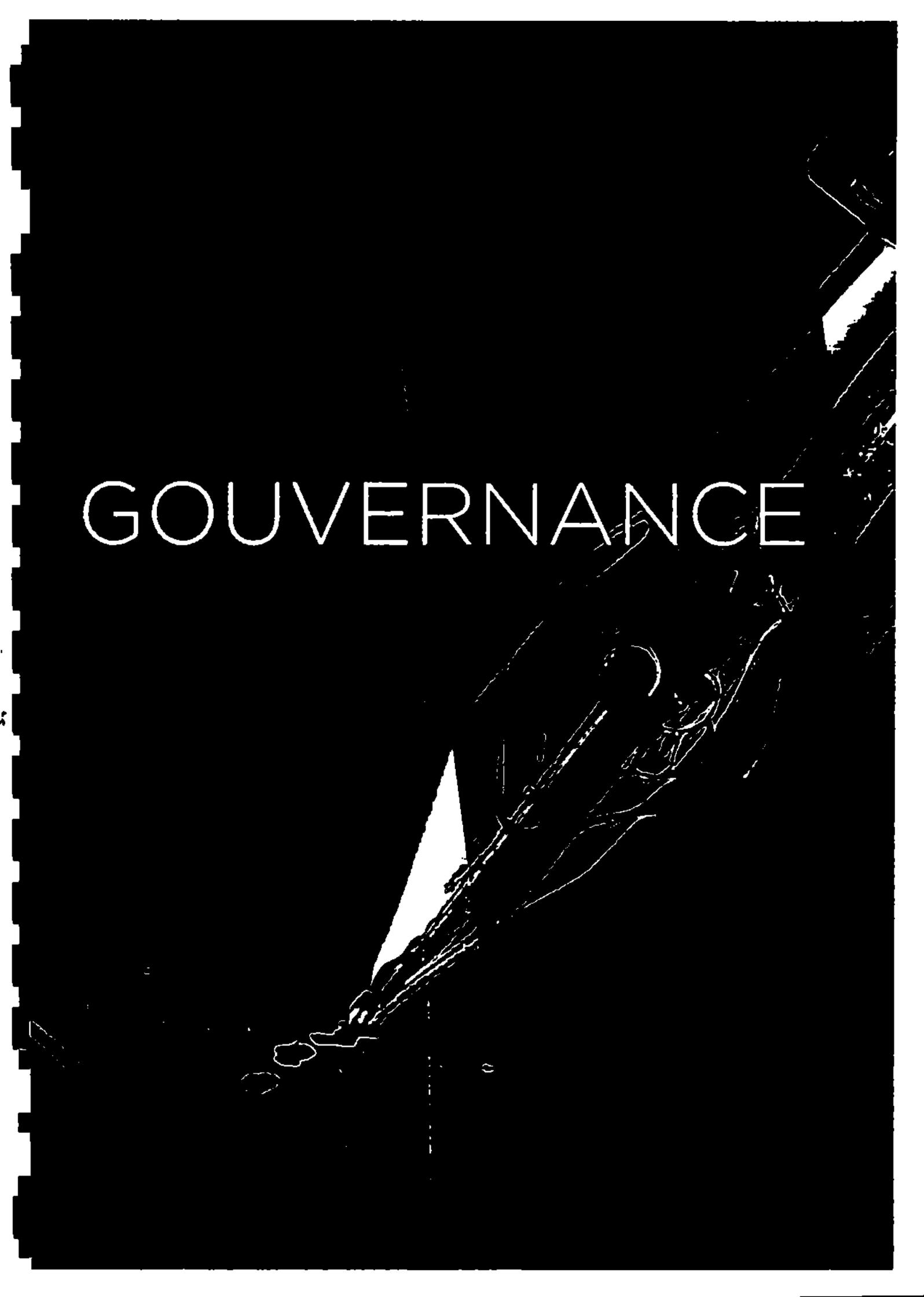


La société AeTECH détient une participation de 200 000 TND dans la société GTN (Global Telecom Networking) représentant 20% du capital. Cette participation est provisionnée à 100%.

Par ailleurs, la société détient au 31/12/2013 des participations dans deux sociétés :

Participation	Nombre de titres	Valeur au 31/12/2013
BNA	1 790	13 962
ARTES	28	179

AeTECH n'a pas eu aucune nouvelle participation dans une autre société au cours de l'exercice 2013.



GOUVERNANCE



6 1 Actionariat

6 1 1 Renseignement relatifs a la repartition du capital et des droits de vote

Au 31/12/2013, la structure de capital d'AeTECHse presente comme suit

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant en dinars	% du capital et de droits de vote
Zoubeir Chaieb	1 492 600	1 492 600	67,13%
MongiChaieb	33 120	33 120	2,02%
DorraChaieb	11 040	11 040	0,67%
SaharChaieb	11 040	11 040	0,67%
JamelChaieb	1 100	1 100	0,07%
Hamed Chaieb	1 100	1 100	0,07%
Public	523 334	523 334	26,24%
STB SICAR	90 000	90 000	4,05%
TOTAL	2 223 534	2 223 534	100,00%

Il est à noter qu'à la date du 21 mars 2013, Mr Zoubeir CHAIEB a franchi à la hausse, le seuil de 66,67% après l'acquisition de 410 000 actions après la cession de 210 000 actions de la part de STB SICAR et de 200 000 actions de la part de STB INVEST dans le cadre d'une convention de portage telle que prévue dans le prospectus d'admission et d'émission d'AeTECH portant visa du CMF n° 13-0808 du 05 février 2013

6 1 2 information sur les conditions d'accès a l'assemblee generale

Les titulaires d'actions libérées des versements exigibles peuvent assister à l'Assemblée Générale sur justification de leur identité ou s'y faire représenter par un autre actionnaire

Toutefois, les sociétés sont valablement représentées soit par un de leurs gérants ou par un membre de leur Conseil d'Administration soit par un mandataire muni d'un pouvoir régulier sans qu'il soit nécessaire que le gérant le membre du Conseil ou le mandataire soient personnellement actionnaires

6 2 Organes d'administration et de direction

AeTECH est administrée par un Conseil composé des membres suivants

Administrateur	Représenté par	Mandat
Mr Zoubeir CHAIEB	Lui-même	2013 – 2015
Mr Mongi CHAIEB	Lui-même	2013 – 2015
Mr Jamel CHAIEB	Lui-même	2013 – 2015
STB SICAR	Mr Mohamed FRIQUI	2013 – 2015
Mme Hager MASMOUDI	Elle même	2013 – 2015
Public	Mr Walid BEN RHOUMA	2013 – 2015

6 3 Règles applicables a la nomination et remplacement des membres du Conseil d'Administration

Les administrateurs sont nommes par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires

La qualite d'actionnaire n'est pas requise pour être membre du Conseil d'Administration Un salaire de la société peut avoir la qualite d'administrateur

Ne peuvent etre administrateurs les personnes déchues du droit d'administrer ou de gérer une société Un administrateur doit être doté de la personnalité civile

Les membres du conseil d'administration peuvent être des personnes physiques ou morales

Une personne physique ne peut être simultanément membre du conseil d'administration de plus de huit sociétés anonymes ayant leur siège social en Tunisie

Une personne morale est tenue de nommer un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que si elle était administrateur en son nom propre sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire pour une durée de 3 ans, qui se termine par la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui deliberera sur les comptes de l'exercice de l'achèvement du mandat de l'administrateur

Le renouvellement de cette nomination est possible

Les membres du Conseil d'Administration peuvent être révoqués a tout moment par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire conformément a la legislation en vigueur en matiere des sociétés commerciales

6 4 Fonctions des membres du Conseil d'administration

Les fonctions de chaque membre au sein du Conseil sont présentées dans le tableau suivant

Administrateur	Fonction au sein de la société
Mr Zoubeir CHAIEB	Président Directeur Général
Mr Mongi CHAIEB	Administrateur
Mr Jamel CHAIEB	Administrateur
Mr STB SICAR	Administrateur
Mme Hager MASMOUDI	Administrateur
Mr Walid BEN RHOUMA	Administrateur

6 5 Roles des comites speciaux

Outre le Conseil d'Administration AeTECH est dotée de 3 comités speciaux

Le comite de direction qui définit la strategie de l'entreprise et prend les décisions importantes

Le comite de qualite qui veille au respect de la qualité et du process de Systeme Management Qualite La société Ae TECH est certifiée ISO 9001 2008 et la reconduction a été obtenue le 30 Avril 2013

- **Le comité d'innovation** dont la mission est la mise en place d'un SMI Système de Management de l'Innovation capable de gérer les idées innovantes jusqu'à la mise en place effective au sein d'AcTECH

6.6 Contrôle Interne

En respect de son engagement lors de son introduction en Bourse, un comité permanent d'audit interne placé sous l'autorité du Conseil d'Administration est en cours de constitution. Le Comité Permanent d'Audit peut inviter à ses réunions tout membre de l'organe de direction, le responsable de l'audit interne, les Commissaires aux Comptes et toute autre personne dont la présence est jugée utile. Il établit un rapport d'activité qu'il soumet au Conseil d'Administration.

Durant l'année 2014, le Comité Permanent d'Audit agira au niveau de toutes les structures de la société à travers une évaluation régulière et permanente des risques éventuels découlant de la non-conformité de leurs activités aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Dans ce cadre, le Comité Permanent d'Audit mettra une feuille de route pour l'application des exigences des règles de la bonne gouvernance.

6.7 Affectation des résultats

6.7.1 Dispositions statutaires concernant l'affectation du résultat

Selon les statuts de la société, il sera prélevé, obligatoirement, chaque année au titre d'une réserve légale de 5% des bénéfices nets après déduction des déficits reportés. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserves légales et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au résultat reporté, en totalité ou en partie.

Elle peut limiter le blocage ou l'utilisation des bénéfices inscrits dans les comptes.

Elle peut, aussi, les utiliser pour investir aux seins de la société.

Les sommes distribuables sont constituées par les bénéfices et les réserves diminuées le cas échéant des montants constitués pour les reports à nouveau ou pour des réserves.

Affectation des bénéfices : Après l'approbation des états financiers et l'assurance de l'existence de sommes disponibles pour distribution, l'assemblée fixe la part destinée aux actionnaires en termes de dividendes.

Toute distribution de dividendes en contradiction avec les conditions instituées par les présents statuts est considérée comme distribution de dividendes fictifs.

Aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires si les capitaux propres de la société sont ou deviendraient à la suite de la distribution des bénéfices inférieurs au montant du capital, majorés des réserves que la loi ou les statuts interdisent leur distribution.

Attribution des parts des actions L'assemblée décide la manière de distribution effective des dividendes et en cas d'absence c'est le conseil d'administration qui la fixe. Toutefois cette distribution doit se réaliser dans un délai qui ne peut excéder une année à partir de la date de l'assemblée qui l'a décidé.

Le solde est affecté à titre de dividendes distribuables.

La société s'engage à conformer l'article 39 de ses statuts aux dispositions des articles 287 et 206 du Code des Sociétés Commerciales et 17 de la loi 94-17 du 14 novembre 1994 portant reorganisation du Marché Financier.

Les Pertes - Les pertes s'il en existe seront enregistrées, après approbation des états financiers par l'assemblée, dans le compte pertes reportées ou resorbées par les réserves qui existent. Les pertes inscrites aux comptes de pertes reportées seront déduites des bénéfices futurs en priorité jusqu'à leur résorption totale.

Lorsque les fonds propres de la société se trouvent inférieurs à la moitié de son capital social, le conseil d'administration est tenu de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires pour décider l'augmentation du capital et la continuation de l'activité ou la dissolution de la société ou la réduction du capital par résorption des pertes et son augmentation immédiate d'un montant qui permet la continuation de la société.

Dans tous les cas la décision de l'assemblée doit être à cet effet publiée.

6.7.2 Le tableau d'évolution des capitaux propres

	Capital Social	Réserves légalés	Résultats reportés	Prime d'émission	Résultat de l'exercice	Total
Total des capitaux propres au 31/12/2010	1 640 000	3 538	23 615		75 888	1 743 041
Affectation de l'AGO 2010		99 503	23 615		75 888	0
Résultat au 31/12/2011					156 613	156 613
Total des capitaux propres au 31/12/2011	1 640 000	103 041	0		156 613	1 899 654
Affectation AGE du 20/06/2012		60 959	95 654		-156 613	0
Dividendes distribués sur le bénéfice 2011			-82 000			
Résultat au 31/12/2012						
Total des capitaux propres au 31/12/2012	1 640 000	164 000	13 654		109 454	1 927 108
Affectation AGO du 05/06/2013			109 454		109 454	
Augmentation de capital (AGE du 03/01/2013)	583 334			2 916 670		3 500 004
Résultat de l'exercice au 31/12/2013					984 182	984 182
Total des capitaux propres au 31/12/2013 avant affectation des résultats	2 223 334	164 000	123 108	2 916 670	984 182	4 442 930

7.1 Contrôle des comptes

Denomination/Raison sociale

BUSINESS & FINANCIAL CONSULTING



Representant legal	M Amine ABDERAHMEN
Adresse	24 RUE ABDELAZIZ THAALBI EL MENZAH9 1002 TUNIS
Numero de Téléphone	+216 71875485
Numéro de Fax	+216 71875851
Adresse electronique	amine abderahmen@gnel.tn



POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES

8 1 Ressources humaines

AeTEH mène une politique de ressources humaines active. La société veille à assurer une cohérence des ressources disponibles tout en adoptant le coût de fonctionnement. La gestion des ressources humaines vise principalement à

- Augmenter l'attractivité de la société afin d'attirer et de fidéliser les talents,
 - Reconnaître et valoriser la diversité et le dynamisme des collaborateurs,
 - Accompagner le développement et l'évolution des différents métiers de la société
- Favoriser la cohésion par le partage de valeurs communes,
- Mettre l'accent sur le management et le développement personnel,
 - Stimuler la transversalité, les synergies et la mutualisation des pratiques et des savoir-faire entre les différentes Directions et Services

8 2 Effectif

Le personnel a évolué entre 2012 et 2013 comme suit

Catégorie	31/12/13	31/12/2012
Cadres	38	32
Maîtrise	31	36
Exécution	12	10
TOTAL	81	78

Le taux d'encadrement est passé de 41% à 47% et ce dans le cadre de la consolidation des équipes commerciales et de management.

L'impact ne s'est pas ressenti sur la masse salariale en 2013 vu que la plupart des recrutements a eu lieu à la fin de l'année.

8 3 Politique d'intéressement

AeTECH octroie à ses employés une prime d'intéressement complémentaire au salaire. Cette prime est attribuée suite à la réalisation d'objectifs commerciaux notamment en termes de chiffres d'affaires.

Cette prime se décline sur deux parties : une première prime pour la réalisation d'objectifs quantitatifs et qui varie selon la réalisation des objectifs en termes de chiffre d'affaires. Une seconde partie ayant un caractère plus qualitatif, et qui est octroyée aux employés ayant réalisé au minimum 70% de leurs objectifs quantitatifs tout en ayant accompli certaines tâches visant à améliorer la productivité et la gestion au sein de l'entreprise telles que des tâches de suivi et de reporting régulier.

Le montant de l'intéressement octroyé en 2013 s'élève à 79 644 TND.



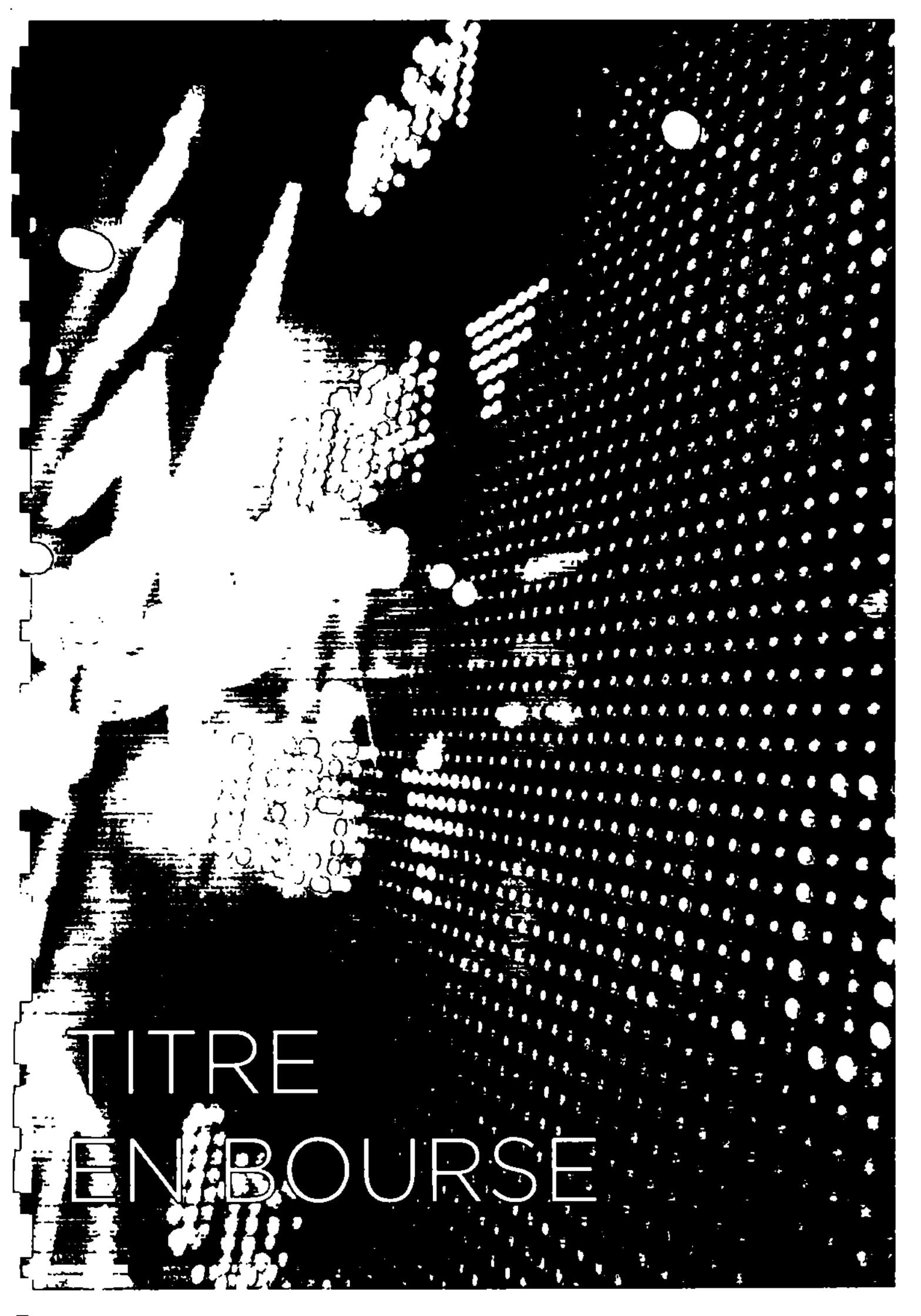
8 4 Politique de formation

Soucieuse de perfectionner les compétences et d'améliorer la productivité de son personnel AeTECH a poursuivi courant 2013 sa politique de formation répondant à la fois aux besoins des collaborateurs et leurs perspectives de carrières

Les actions de formation engagées découlent

- D'un plan de formation défini et élaboré en amont par la Direction Générale qui prévoit des cycles de formations axes sur des thèmes adaptés
- Des demandes individuelles de formation qui sont étudiées par la Direction de la société

Au courant de l'exercice 2013 32 actions de formation ont été initiées dont 22 actions certifiantes. Les dépenses liées à la formation se sont élevées à 125 900 TND



TITRE

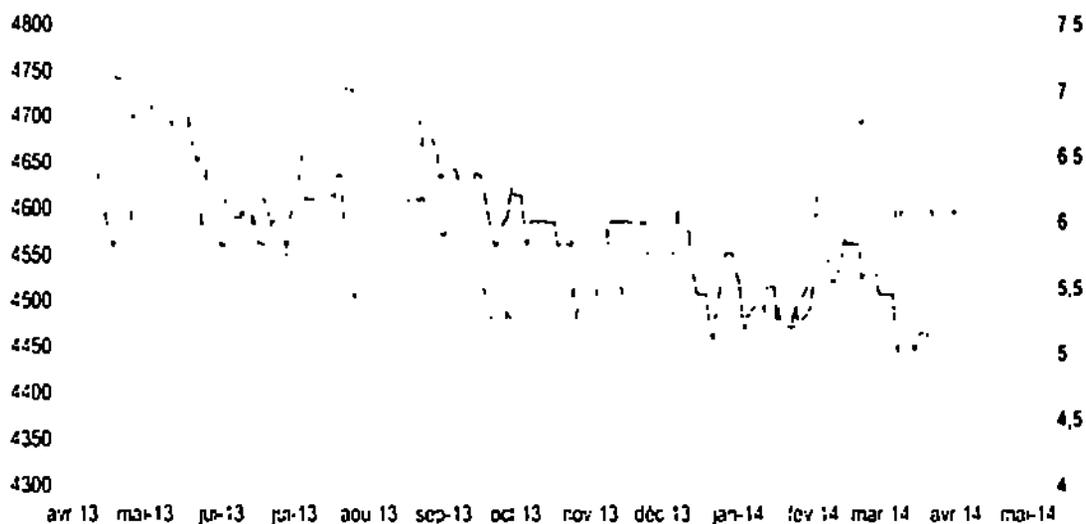
ENBOURSE



Durant l'année 2013 le cours de l'action AeTECH a perdu 4,2% par rapport à son cours d'introduction au mois d'Avril 2013. Les facteurs moteurs de cette baisse ont été les événements extraordinaires, que le pays a vécus et qui ont engendré une baisse générale de l'activité du secteur.

Sur le plan des échanges, le volume des transactions du titre AeTECH a atteint 6 MDT avec 885 904 titres échangés, soit un taux de rotation de 39,8%.

	2013
Nombre de titres admis	2 223 334
Cours fin de période (TND)	5,750
Capitalisation boursière (TND)	12 784 171
Cours plus haut (TND)	7 200
Cours plus bas (TND)	5 050
Nombre de titres traités	886 423
Capitaux échangés (TND)	6 073 251
Volume moyen quotidien (TND)	33 740
Rendement de la période	-4,2%
Taux de rotation	39,8%



TUNINDEX AeTECH